



Comment mesurer la corruption?

Le 27 novembre 2020, le GTID Lutte contre la corruption a organisé un atelier sur le thème du recensement statistique des phénomènes de corruption. Giang Ly Isenring (Office fédéral de la statistique, OFS), Martin Hilti (Transparency International, TI) et Jean-Patrick Villeneuve (Université de la Suisse italienne) y ont débattu de l'utilité des statistiques officielles et des enquêtes réalisées auprès d'experts et de victimes – et de leur complémentarité.

Lorsqu'une personne est condamnée pour corruption en Suisse, la probabilité que ce soit un homme est de 87% et celle qu'il ait la nationalité suisse de 58%. Le nombre des infractions enregistrées est très faible; aussi, on ne compte que deux peines d'emprisonnement sur les dix dernières années. Ce constat reflète-t-il la réalité de la corruption en Suisse? Attention: Selon Giang Ly Isenring, criminologue à l'OFS, 90% des faits de corruption ne sont pas dénoncés.

«Les crimes économiques sont annoncés à l'assurance, mais pas dénoncés à la police»

Dans un sondage réalisé en 2015, près de 5% des personnes interrogées avaient indiqué avoir eu affaire à des agents publics corrompus au cours des 12 mois précédents. Ces agents (avant tout des policiers ou des douaniers) étaient le plus souvent étrangers. Seul 1,2% ont rapporté une interaction avec des agents suisses. Le [Swiss International Corruption Survey \(Killias & al.\)](#) montre qu'à l'étranger, les entreprises suisses ont été confrontées à des demandes de pots-de-vin nettement plus souvent. La criminologue appelle cependant à la prudence: «Il y a un risque de surestimer le phénomène, car les victimes sont particulièrement attirées par de telles enquêtes.»

Le [Baromètre mondial de la corruption](#) que Transparency International publie à intervalles réguliers est lui aussi fondé sur des «enquêtes de victimisation». Dans sa dernière édition, la Suisse apparaît comme une tache blanche, non pas parce que la corruption n'y existe pas, mais parce que les données n'y sont pas prélevées. Dans l'[Indice de perception de la corruption \(IPC\)](#), publié annuellement par TI, le tableau est différent: la Suisse y apparaît généralement très faiblement colorée. 56% des participants à l'atelier du GTID ont estimé que ce constat était plutôt encourageant dans la perspective de la lutte contre la corruption. 22% seulement étaient d'avis que cela tendait au contraire à relativiser le problème.

«Encore de gros progrès à faire»

Martin Hilti (TI) fait partie de ceux qui s'opposent à un relâchement des efforts. Il se réjouit du 4^e rang de la Suisse à l'IPC, mais pense que ce résultat est trompeur: «Nous n'avons obtenu que 85 points sur 100. Il

y a donc encore des progrès à faire. D'autant plus que le secteur privé n'est pas pris en compte».

Le professeur Jean-Patrick Villeneuve, qui dirige le *Public Integrity Research Group* à l'USI, a comparé la Suisse avec le Canada. Dans l'IPC, ce pays a reculé au 12^e rang, alors que dans l'[Open Data Inventory](#) (qui porte sur l'ouverture des statistiques officielles), il occupe la 15^e place et se situe donc loin devant la Suisse (28^e). Selon Villeneuve, la stratégie anti-corruption du Canada inclut en effet des règles sans cesse renouvelées, mais aussi une «logique de gouvernement ouvert». Toute personne intéressée, qu'elle soit journaliste ou simple citoyen, peut ainsi contrôler sur Internet les notes de frais de chaque agent de la fonction publique. L'expert qualifie cependant cette pléthore d'informations d'«infobésité» et craint que l'arbre finisse par cacher la forêt. Il estime que cette approche privilégie la transparence aux dépens de l'analyse. D'après lui, le rôle des médias reste donc primordial.

«Le Canada produit une foule de données, mais beaucoup ne font que donner bonne conscience»

Pour Martin Hilti, la Suisse n'est pas encore confrontée à un excédent d'informations. Il souhaiterait p. ex. savoir combien de procédures sont classées par les procureurs. Ce type d'informations est très difficile à obtenir et les données qui existent n'ont pas toujours l'utilité souhaitée. Il s'est cependant dit sceptique face aux tentatives de certains États de développer des indices de corruption «objectifs» sur la base de données et de statistiques officielles. Selon lui, la méthodologie est fondamentale si l'on veut éviter tout risque de manipulation. Parmi les participants à l'atelier GTID, 14% seulement ont estimé que la principale utilité des méthodes statistiques était de permettre une comparaison internationale. Elles leur ont paru nettement plus utiles pour mesurer l'efficacité de mesures de prévention ou de lutte contre la corruption (45%) ou pour détecter les risques de corruption dans certains secteurs ou organisations (41%).

En conclusion, Stefan Estermann, président du GTID, a relevé que s'il n'existait pas une mesure parfaite de la corruption, il était important de disposer d'un maximum de données de qualité. Le bon classement de la Suisse dans l'IPC ne doit pas l'inciter à relâcher sa vigilance.